

Arrêté n° 104/2026/DREAL/UD88 du 2 MARS 2026
**mettant en demeure la société TISSERAND, de mettre en place des gradins verticaux et des
banquettes horizontales dans sa carrière au lieu-dit « les Fays des Boeufs » située sur le
territoire de la commune de Xertigny**

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de Mr Blaise Gourtay en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2342/2016 du 18 octobre 2016 autorisant la société TISSERAND à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de grès et de granit, et à poursuivre l'exploitation d'une installation de traitement de matériaux à Xertigny ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 décembre 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 05 janvier 2026 ;
- Vu les observations formulées par la société TISSERAND au sujet du projet d'arrêté qui lui a été transmis le 05 janvier 2026 ;

- Considérant qu'à ce jour, la carrière précitée présente une falaise d'une quarantaine de mètres de hauteur dans sa partie exploitée en lieu et place de gradins d'une hauteur maximale de quinze mètres ;
- Considérant qu'à ce jour, la carrière précitée présente par conséquent un risque d'effondrement du front de taille, de telle sorte que le bord des excavations ne soit plus tenu à distance horizontale d'au moins vingt mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ;
- Considérant qu'à ce jour, la carrière précitée présente par conséquent des dangers pour les travailleurs aux abords des fronts de taille, et des risques de chute de hauteur de personnes en haut du front de taille ;
- Considérant que la société TISSERAND n'a pas déclaré dans les meilleurs délais les incidents de cet état de la carrière, suite aux tirs de mines et suite aux probables éboulements qui en ont été la conséquence ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 – La société TISSERAND, dont le siège social est situé 4 bis Avenue Jacques Parisot à Magnoncourt (70800), est mise en demeure de respecter, pour la carrière au lieu-dit « les Fays des Boeufs » qu'elle est autorisée d'exploiter sur le territoire de la commune de Xertigny, les dispositions des articles 2.4.1 et 2.6.1 de l'arrêté préfectoral n° 2342/2016 du 18 octobre 2016.

Pour ce faire, la société TISSERAND doit :

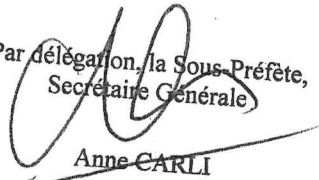
- **sous un délai de quinze jours**, transmettre un rapport d'incident précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident (l'effondrement du front de taille), les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
- **sous un délai de cinq mois**, reconstituer les banquettes conformément à l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral précité, afin de maintenir des fronts de taille d'une hauteur maximale de 15 m sur l'ensemble de la carrière.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions de l'article 1 du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TISSERAND, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée à la mairie de Xertigny.

Fait à Épinal, le **2 MARS 2026**

Le Préfet,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale,

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.